

Equateur : raz-de-marée « bolivarien » à l'Assemblée constituante

dimanche 21 octobre 2007, par [RENK Hans-Peter](#) (Date de rédaction antérieure : 10 octobre 2007).

Fin novembre 2006, le candidat « bolivarien » Rafael Correa gagnait le second tour des élections présidentielles en Equateur. Lors de sa campagne, il avait promis une nouvelle Constitution pour en finir avec une classe politique et un modèle économique néolibéral totalement discrédités. Et le 15 avril 2007, 82% des Equatorien-ne-s ont approuvé la convocation d'une Assemblée constituante de 130 membres.

Malgré le tir de barrage des partis de droite et des médias [1], les estimations de l'organisation indépendante « Participation citoyenne » donnent à « Alianza Pais » - la coalition qui soutient Rafael Correa - plus de 60% des suffrages (soit 70 sièges sur 130). Les trois principaux partis de droite - Parti socialchrétien, Société patriotique [2] et Parti rénovateur institutionnel d'action nationale [3] - ne remportent qu'une trentaine de sièges. A gauche, le Mouvement populaire démocratique (d'origine maoïste) remporte 3 sièges (les résultats définitifs seront publiés le 22 octobre).

La nouvelle constitution entrera en vigueur en 2008 et tous les pouvoirs devront être « relégitimés », conformément aux « nouvelles règles du jeu » : après la victoire d'Hugo Chávez à l'élection présidentielle de 1998, le Venezuela avait connu un même processus pour « réformer l'Etat et refonder la République » (Hugo Chávez, décret pour la convocation d'une Assemblée constituante).

Le programme de Rafael Correa

« Correa plaide pour une révolution citoyenne, consistant en "une transformation radicale, profonde et rapide" du système politique, économique et social. Entre autres mesures, il a l'intention de freiner le capital spéculatif, d'imposer des mesures protectionnistes en interdisant les monopoles notamment dans le secteur bancaire, de redistribuer les "terres non productives ou mal cultivées", d'augmenter les investissements publics, de donner la priorité au marché intérieur, etc. Parmi les grandes orientations du nouveau gouvernement, figure un axe majeur : la restructuration de la dette publique tant extérieure qu'intérieure, une étape indispensable pour entamer un processus de transformation vers un autre modèle de développement socialement juste » [4].

La dette équatorienne s'élève à 16800 millions de dollars : pour faire face aux besoins sociaux, le gouvernement a réduit la part du budget affecté au paiement de cette dette et soldé sa dette de 11,4 millions de dollars envers le FMI. Le représentant de la Banque mondiale - avec laquelle l'Equateur a fait de très mauvaises expériences - a été expulsé du pays.

D'autre part, le président équatorien et les forces politiques qui l'appuient refusent l'ingérence de l'impérialisme étatsunien dans la région :

- pas d'intégration à l'ALCA (aire de libre-échange des Amériques) néo-libérale et priorité donnée à l'intégration régionale ;
- non-renouvellement de l'accord de 1999 (échu en 2009) permettant aux USA de disposer d'une base militaire à Manta (utilisée dans le cadre du « plan Colombie » contre les FARC) ;
- refus de s'impliquer dans le conflit interne en Colombie, en fonction des intérêts US.

Autres axes : le renforcement du contrôle d'Etat sur l'industrie pétrolière, la renégociation des contrats avec les sociétés étrangères, la rentrée de l'Equateur dans l'OPEP et la coopération en matière énergétique avec la République bolivarienne du Venezuela et le Brésil. Enfin, l'Equateur est partie prenante du projet de « Banque du Sud » lancé par le Venezuela et l'Argentine, afin de rompre la dépendance envers les institutions financières internationales.

Un chemin vers le « socialisme du XXI^e siècle », semé d'embûches

Comme le relève le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM) – dont le président, Eric Toussaint, participe à l'élaboration du projet de « Banque du Sud » – dans un communiqué daté du 1^{er} octobre 2007, saluant la victoire « bolivarienne » en Equateur, « *le chemin des réformes sociales est semé d'embûches. Plusieurs présidents de gauche ont été élus en Amérique latine ces dernières années en proposant de rompre avec la politique néolibérale de leur prédécesseur, mais très peu ont réellement mis en œuvre leurs promesses. Le CADTM espère que Rafael Correa ne vacillera pas et réalisera une politique démocratique de justice sociale* » [5]. Battus dans les urnes à maintes reprises, les partis de droite et les oligarchies économiques n'acceptent pas la défaite : ils accusent le président de vouloir instaurer en Equateur une « dictature à la Chávez » et brandissent la menace de sécession des provinces côtières (comme leurs homologues boliviens tentent de le faire à Santa Cruz, ou leurs homologues vénézuéliens dans l'Etat de Zulia, à la frontière avec la Colombie).

Le chemin vers le « socialisme du XXI^e siècle » n'est donc pas parsemé de roses. La mise en échec de ces manœuvres déstabilisatrices dépendra en dernière instance des capacités de mobilisation du mouvement social équatorien.

P.-S.

* Paru dans le périodique suisse « solidaritéS » n°115 (10/10/2007), p. 5.

Notes

[1] Eduardo Tamayo G, Les médias contre la « révolution citoyenne », <http://www.risal.collectifs.net> (subdivision. Pays, Equateurs).

[2] Parti de l'ancien président Lucio Gutiérrez, élu en 2002 par la gauche, mais ayant immédiatement viré à droite, et renversé en 2005 par un soulèvement populaire.

[3] Parti du milliardaire Alvaro Noboa, adversaire de Rafael Correa lors des élections présidentielles en 2006.

[4] Cécile Lamarque, Victoire de la gauche en Equateur : quelles perspectives ? (24.5.2007), <http://www.cadtm.org>

[5] Communiqué du 1.10.2006, www.cadtm.org Rafael Correa